ASSEMBLÉE NATIONALE

5 juin 2025

POUR LA REFONDATION DE MAYOTTE - (N° 1470)

AMENDEMENT

N° CL101

présenté par

Mme Balage El Mariky, M. Amirshahi, M. Duplessy, M. Fournier, M. Iordanoff, Mme Regol et
Mme Voynet

ARTICLE 7

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

A la fin de l'alinéa 4, ajouter une phrase ainsi rédigée : « Ces lieux spécifiquement adaptés à la prise en charge des besoins de l'unité familiale sont une solution transitoire avant l'interdiction définitive de l'enfermement administratif des enfants au 1er janvier 2027. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement de repli, il est proposé de faire des unités familiales une solution transitoire dans l'attente de l'interdiction de l'enfermement administratif des enfants en janvier 2027. La rétention administrative des enfants est interdite en Hexagone depuis le 26 janvier 2025. Cette prohibition fait déjà l'objet d'une dérogation à Mayotte puisqu'elle ne s'y appliquera qu'à compter du 1er janvier 2027, après quoi le texte prévoit la création d'unités familiales, au régime dérogatoire. Bien que les conditions d'accueil dans ces nouvelles unités sont envisagées comme moins dégradées que les CRA, elles demeurent une privation de liberté de l'enfant du fait du statut migratoire de ses parents, et partant, un enfermement administratif contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant.

C'est pourquoi nous proposons de faire de ces unités une simple solution transitoire dans l'attente de l'interdiction de l'enfermement actuellement prévue en janvier 2027.